

Buenos Aires ne répond plus!

Géopolitique. La politique interventionniste de Trump renoue avec une vieille habitude, celle de fomenter des putschs ou d'agir en sous-main pour préserver les intérêts de Washington. Les interventions en Argentine, surtout en 1976, fournissent de cyniques cas d'école.

L'enlèvement du chef d'État vénézuélien et de sa femme, le 3 janvier dernier, résume plus d'un siècle d'immixtion états-unienne en Amérique latine: politique de la canonnière (exercer, par la présence de bâtiments de guerre, une pression sur un pays), ingérence militaire (même s'il n'y a pas, pour l'heure, de troupes au sol), appropriation des ressources naturelles (en l'occurrence, le brut vénézuélien) et prétention à exercer une tutelle politique sur un pays souverain (à travers un gouvernement fantoche ou un proconsul).

Il y a cinquante ans, le 24 mars 1976, la Maison-Blanche procédait avec la même brutalité impériale pour renverser le gouvernement d'Isabel Perón, mais avec davantage de discrétion. S'ensuivirent sept années de dictature, soutenue par Washington, au cours desquelles 30 000

personnes ont disparu, un chiffre aujourd'hui contesté par le président argentin d'extrême droite, Javier Milei, grand ami de Donald Trump. Les États-Unis n'en étaient pas à leur coup d'essai. En 1946, ils font leur possible, mais sans succès, pour barrer la route de la présidence à Juan Perón, candidat de la classe ouvrière. Ce n'est que partie remise. En 1955, Perón est renversé par un soulèvement militaire qui reçoit l'appui des États-Unis.

Être « très dur »

Le péronisme est alors proscrit, des régimes semi-démocratiques ou des junte se succèdent mais, à la fin des années 1960, la région est secouée par un intense mouvement de contestation de la jeunesse et du monde du travail; l'Argentine ne fait pas exception. Pour éteindre l'incendie, Perón est rappelé aux affaires en 1973. Isabel Perón, vice-présidente de son mari, lui succède après son



décès, en juillet 1974. Malgré le raidissement du gouvernement et la répression, elle peine à garder le contrôle de la situation. Depuis Washington, on donne un blanc-seing aux militaires argentins pour mettre un terme à l'insubordination ouvrière et sociale comme cela a déjà eu lieu en Bolivie (août 1971), en Uruguay (juin 1973) et, bien entendu, au Chili, en septembre 1973, avec le renversement d'Allende. En février 1976, un mois avant le putsch, William D. Rogers, conseiller aux Affaires interaméricaines auprès du secrétaire d'État, Henry Kissinger, écrit à son supérieur que le «gouvernement militaire à venir [en Argentine] devrait être conservateur

Ordre nouveau
Le général Videla prend officiellement le pouvoir le 28 mars 1976 avec la bénédiction du département d'État américain. Un an plus tard, les Américains dressent le bilan : 6 000 exécutions et 12 000 à 17 000 détentions arbitraires.